

La Libye va devenir un important pays producteur de gaz.

www.silvertrade.ch

Le secrétaire du comité de direction de la Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC), Dr Choukri Ghanem, a souligné ce mercredi que la Libye comptera au rang des plus grands pays producteurs de gaz avec la mise à exécution de son vaste programme de prospection et de production gazière.

La NOC a procédé ce même jour, dans la capitale libyenne, à la présentation de 41 périmètres proposés pour un prochain appel d'offres (la quatrième du genre) pour la prospection et le partage de la production gazière aux compagnies intéressées. Le Dr Ghanem a indiqué, à cette occasion, que cette opération a une grande importance « parce qu'elle constitue la première opération portant essentiellement sur le gaz et non sur le pétrole comme ce fut le cas lors des précédents appels d'offres de prospection et de partage de production ».

Il a précisé que l'importance des périmètres présentés est en rapport avec leurs grandes potentialités en gaz, qui vacillent entre 70 et 120 milliards de pieds cubes de gaz. « La Libye se distingue par sa position géographique et par sa proximité du marché européen avide de gaz et d'énergie. Il existe une grande possibilité, après les prochaines opérations de prospection auxquelles se livreront diverses sociétés, que la Libye devienne un pays très important dans le domaine de l'extraction, de la production, de l'industrialisation et de l'exportation du gaz », a déclaré le secrétaire du comité de direction de la NOC.

Les blocs attribués le 9 décembre prochain
La NOC avait déjà, rappelle-t-on, lancé un appel d'offres pour l'exploration de 41 blocs gaziers onshore et offshore à l'intention de toutes les compagnies internationales d'exploration et de production. Une douzaine de contrats seront attribués pour la prospection des 41 blocs en mer et dans les bassins de Syrte (Nord), de Ghadamès (Ouest), de Mourzouk (Sud) et de Benghazi (Nord-Est), sur une surface totale de 72 500 km².

La superficie des périmètres proposés ce mercredi aux compagnies intéressées va de 1 800 à 10 300 km². Ces blocs seront attribués aux compagnies adjudicataires le 9 décembre prochain. La Libye, qui possède des réserves de gaz naturel estimées à 1 314 milliards de pieds cubes et des réserves pétrolières estimées à 36 milliards de barils, produit actuellement 1,7 million de barils de pétrole par jour.

Ce quatrième appel d'offres d'exploration d'hydrocarbures en Libye est le premier portant sur le gaz naturel. Depuis la levée en 1999, de l'embargo qui lui avait été imposé, la Libye aspire à la revitalisation de son secteur de l'énergie, dans le cadre d'un plan stratégique de libéralisation de son économie et la promotion du processus de développement. Les experts prévoient que la Libye réalisera une augmentation substantielle de sa production de pétrole pour atteindre 3 millions de barils par jour à l'horizon 2 010 - 2012.

Vinci retenu pour construire un aéroport à Tripoli.

www.silvertrade.ch

La Libye a annoncé lundi le lancement des travaux de construction d'un nouvel aéroport à Tripoli d'un coût d'un milliard d'euros, qui pourra accueillir 20 millions de voyageurs par an.

La construction de cet aéroport a été confiée à un consortium de six sociétés étrangères dont le groupe français Vinci, Oderbrecht (Brésil) et TAV (Turquie), sous la supervision d'un bureau d'étude français, a précisé le directeur du projet, Abdel Majid Sadah.

L'aéroport, dont les travaux devraient durer 24 mois, sera construit sur 1.165 hectares avec une aire de stationnement et d'entretien d'avions d'une capacité de 100 appareils ainsi qu'un parc de stationnement pouvant accueillir jusqu'à 4.400 véhicules, a précisé M. Sadah cité par l'agence officielle libyenne Jana.

Le projet, inauguré par Seif Al-Islam, fils du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, "devrait opérer un changement radical dans le marché du transport aérien en Libye" et vise le développement du transport aérien entre l'Europe et l'Afrique, selon le ministre libyen des Transports, Mohamed Abou Ajila.

Le ministre a précisé qu'une enveloppe de 2 milliards d'euros a été réservée pour la modernisation d'autres aéroports en Libye.

La Libye voudrait se doter d'une centrale EPR.

www.silvertrade.ch

Selon un porte-parole du CEA (Commissariat à l'énergie atomique), le groupe français Areva a été sollicité par les autorités libyennes dès le mois de juin pour présenter le tout-dernier modèle de centrale nucléaire EPR, dit de "troisième génération". Plus puissant que les anciens modèles (1650 MW), l'EPR est également moins gourmand en uranium et est supposé rejeter moins de déchets. C'est le fait que la Libye s'intéresse justement à ce qui se fait de mieux en matière d'atome qui inquiète de nombreux observateurs.

Le coût unitaire d'une telle centrale est de trois milliards d'euros. Une autre dimension par rapport aux contrats d'armement précédemment signés. La direction d'Areva a refusé de confirmer les informations en l'état, précisant que les négociations en étaient encore au stade "diplomatique", et non "industriel ou commercial". Mais la tentation pourrait être grande pour le leader mondial du nucléaire, dans la mesure où les autres projets d'EPR sont peu nombreux à l'heure actuelle. En Finlande par exemple, la construction accumule les retards, ce qui a forcé le groupe à dégager des provisions de 500 à 700 millions d'euros pour faire face aux coûts supplémentaires induits.

L'aboutissement d'une telle opération renforcerait la position de la France sur le marché libyen naissant. La France n'est pour l'instant que le sixième fournisseur du pays, derrière notamment l'Italie et la Grande-Bretagne, qui bénéficient de liens historiques avec la Libye. Alstom, Alcatel ou encore Vinci aimeraient s'implanter, suivant dans cette voie Total qui exploite le champ de Marbrouk. Autre exemple, BNP Paribas, qui détient 19% de la Sahara Bank, seule banque libyenne privatisée.

La polémique devrait maintenant rebondir sur la scène politique. Les ambitions nucléaires de la Libye ont de quoi inquiéter, au vu de l'histoire récente du pays. Certains facteurs plaident cependant en faveur d'une telle construction. En effet, la Libye est un des seuls pays au monde à ne pas être traversé par un fleuve, rendant son approvisionnement en eau fragile. D'où le souhait de se doter d'une centrale nucléaire chargée de désaliniser l'eau de mer, un objectif qui apparaît plausible. De plus, une telle centrale ne permettrait d'obtenir un uranium enrichi qu'à 4%, alors qu'un uranium enrichi à 90% est nécessaire à la fabrication d'une bombe. Les différentes parties prenantes du projet se montrent cependant inquiètes. Le gouvernement allemand, notamment, a les moyens de se faire entendre. Siemens contrôle en effet 34% d'Areva NP, la filiale du groupe en charge de la construction de l'EPR.

SNC-Lavalin construira un aéroport en Libye.

www.silvertrade.ch

La société d'ingénierie SNC-Lavalin confirme avoir obtenu un contrat pour la construction d'un nouvel aéroport à Benghazi, en Libye, un projet évalué à 564 millions.

Le chantier a été inauguré mardi soir par les autorités libyennes. Les travaux devraient s'étaler sur deux ans. «On peut confirmer qu'on a obtenu un contrat pour construire l'aéroport à Benghazi», a déclaré une porte-parole de SNC-Lavalin, Dominique Morval, au cours d'un entretien téléphonique. Mme Morval a toutefois refusé de préciser le montant du contrat.

L'entreprise doit publier un communiqué à cet effet sous peu. Selon l'agence officielle libyenne Jana, l'aérogare aura une capacité de cinq millions de passagers par année. Les nouvelles installations de Benghazi-Benina seront dotées de 20 portes d'embarquement qui offriront une capacité de 4000 voyageurs à l'heure, rapporte en outre l'agence Panapress. L'aéroport comprendra également une station de fret d'une capacité de 150 000 tonnes par an de même que des pistes d'atterrissage pouvant accueillir 45 avions à l'heure.

Deuxième ville de Libye, Benghazi est située à environ 1050 kilomètres à l'est de la capitale du pays, Tripoli. Lundi, la Libye avait lancé les travaux d'un nouvel aéroport de 1,4 milliard et d'une capacité de 20 millions de passagers par année à Tripoli.

Coopération Franco Libyenne.

www.silvertrade.ch

La France et la Libye ont signé hier un partenariat économique comprenant des accords dans de nombreux domaines et secteurs. Les deux pays ont notamment signé un mémorandum d'accord sur le nucléaire civil qui prévoit la fourniture d'un réacteur nucléaire pour permettre à la Libye de désaliniser l'eau de mer, et donc de permettre la fourniture d'eau potable au pays. Le secrétaire général de la présidence, Claude Guénant, a souligné qu'il s'agissait « d'un objectif car il y a encore beaucoup de travail pour étudier la faisabilité de ce projet. » Ce haut responsable a indiqué qu'une mission d'experts était déjà venue « il y a quinze jours, trois semaines » dans le pays pour réfléchir à ce projet.

D'autres domaines de coopération incluent la recherche scientifique, l'éducation, la culture et la défense, avec des projets communs dans le domaine du matériel militaire. Des contrats commerciaux sonnants et trébuchants pourraient ainsi être signés à l'avenir.

Nicolas Sarkozy comptait lancer, à cette occasion, une « coopération tous azimuts, dans tous les domaines » avec la Libye, un « acteur stratégique » du pourtour méditerranéen. Il a obtenu gain de cause. Au menu de ces discussions devaient également figurer le projet d'Union méditerranéenne lancé par le président français, l'immigration illégale, dont la Libye est devenue une plaque tournante, ou le conflit du Darfour, dans lequel on prête au colonel Kadhafi une capacité de pression sur le numéro un soudanais.

Les perspectives ouvertes par la normalisation des relations entre la France et Tripoli sont d'autant plus alléchantes que la Libye connaît une croissance économique vigoureuse, de 5 % par an depuis 2003. Le PIB pourrait progresser de 8 % cette année en raison de la hausse des cours du pétrole. Tripoli dispose d'un quota relativement modeste de 1,5 million de barils par jour (Mbj), au sein de l'Opep, mais ambitionne d'exporter à moyen terme 5 Mbj. En outre, la Libye tente de se moderniser après un embargo international qui n'a été entièrement levé qu'il y a trois ans.

Finalisation de contrats d'armement avec des entreprises françaises.

France-Libye: contrat d'armement confirmé. La Libye a annoncé avoir signé avec des filiales d'EADS des contrats d'un montant total de 296 millions d'euros (402 millions de dollars) portant sur l'achat d'équipements militaires. Le groupe européen indique qu'un de ces contrats a été finalisé mais que les discussions se poursuivaient pour le second.

Vers la réforme du secteur bancaire en Libye.

Le gouverneur adjoint de la Banque centrale de Libye (BCL), Mohamed Abdessalam Choukri, a affirmé que la restructuration de l'économie libyenne, en vue de lui permettre d'accompagner la réalité économique mondiale et les exigences de la mondialisation, nécessite l'existence d'un secteur bancaire efficace dans le pays.

Le responsable libyen qui s'exprimait dimanche soir dans une conférence sur "Le secteur bancaire en Libye : Réalités et Ambitions" a indiqué que la réforme du secteur bancaire en Libye exige la mise en place d'une stratégie globale en trois axes, à savoir : la promotion du secteur bancaire dans tous les domaines techniques et de service, l'autorisation de l'entrée des banques étrangères dans le pays et la promotion du secteur financier.

M. Choukri a précisé que cette stratégie est soutenue par une vision futuriste visant à créer une atmosphère de stabilité pour encourager l'investissement dans le secteur bancaire, la création d'institutions répondant à un système de comptabilité performant et transparent, en plus de la réalisation d'une harmonisation entre les politiques financières et commerciales.

Il a indiqué que les autorités financières du pays ont commencé depuis 2005 l'exécution de cette stratégie en promulguant, la même année, un décret mettant l'accent sur l'indépendance de la BCL, ainsi qu'une autre loi permettant de lutter contre le blanchiment d'argent.

Une commission d'évaluation bancaire avait été également créée, chargée d'étudier les rendements bancaires et son évaluation, en plus de la formation de 220 agents bancaires en techniques de pointe dans le domaine.

Sofrecom accompagne Almadar.

Almadar, opérateur de téléphonie mobile Libyen, a choisi Sofrecom (filiale) de France Télécom) pour ses prestations de conseil en conduite du changement.

Afin de mener à bien son ambitieux programme de croissance, Almadar s'appuie sur l'expertise reconnue de Sofrecom dans les domaines commerciaux, marketing, IT, ressources humaines, gestion d'entreprise et processus.

Ainsi, Sofrecom met à disposition des cadres de haut niveau pour aider Almadar à devenir un opérateur de classe internationale.

Ce projet démontre clairement la capacité de Sofrecom à fournir des prestations de conseil de haut niveau et de transfert de savoir-faire de valeur à ses clients.

L'expérience internationale de Sofrecom dans le domaine des télécommunications permettra à Almadar de devenir un centre d'excellence national et régional en matière de qualité et d'innovation.

Coopération franco libyenne(suite).

Une nouvelle ère s'ouvre dans les relations franco-libyennes. Suite au voyage de Nicolas Sarkozy en Libye, une coopération économique fructueuse entre les deux pays se met en place.

La Libye représente un potentiel commercial important pour la France, notamment en matière énergétique. La balance du commerce extérieur avec la Libye est lourdement déficitaire, en raison de l'importance des achats de pétrole et de gaz. Sur 2006, le volume d'importations en provenance de Libye totalise 1,9 milliard d'euros (en hausse de 19,4% sur un an) contre un volume d'exportations de 433,6 millions d'euros. La France est le sixième fournisseur étranger de ce pays de six millions d'habitants, qui reste un partenaire modeste (0,1% des exportations et 0,45% des importations), même si les échanges bilatéraux progressent rapidement.

C'est en 2003 que le pays sort de l'isolement diplomatique qu'il connaissait depuis plus de dix ans. A cette date, le Conseil de sécurité de l'ONU lève l'embargo qui avait été infligé à la Libye. Dès lors, une évolution des relations entre les pays occidentaux et la Libye peut être engagée. Au premier rang desquels, on trouve la France. C'est dans ce nouveau climat, que Paris signe en 2004 avec la Libye un accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. La coopération franco-libyenne en matière de défense reprend l'année suivante.

Total, le plus gros investisseur français
La Libye très dépendante du secteur pétrolier, affiche très clairement depuis quelques années sa volonté d'engager une politique d'ouverture économique. La baisse du prix du pétrole dans les années 80 a entraîné une montée du chômage qui a atteint 30% de la population à la fin de la décennie. Le mauvais état des infrastructures nuit à l'exploitation du pétrole. C'est pourquoi, depuis 2003, l'objectif demeure la modernisation de l'exploration pétrolière. Cette même année, la Libye a aussi tourné la page du socialisme avec un plan de privatisation concernant 375 sociétés publiques, en premier lieu dans le domaine stratégique de l'énergie. Des projets sont actuellement à l'étude dans le secteur gazier, dans les domaines des produits raffinés et des infrastructures nécessaires à l'exportation dans l'industrie pétrochimique. Les entreprises françaises devraient y prendre toute leur part.

Coopération franco libyenne(suite).

Le groupe Total est pour l'heure le plus gros investisseur français dans le pays. Ses investissements directs comme opérateur dans l'exploration et l'exploitation ont été de 170 millions de dollars en 2003. A côté de Total, d'autres sociétés françaises (à un niveau moindre) sont également présentes dans le secteur pétrolier et parapétrolier : Schlumberger, Forasol, Géoservices, TDS et Ponticelli. D'autres entreprises françaises interviennent dans le domaine de l'aéronautique, l'électronique, des télécommunications, l'agriculture ou encore le dessalement des eaux.

Dans l'aéronautique, Dassault a obtenu un contrat de modernisation de 12 chasseurs-bombardiers Mirage F1 libyens. La Libye a aussi manifesté son intérêt pour l'avion de chasse, le Rafale, mais aucune négociation concrète n'a été engagée. La France nourrit également des ambitions dans le nucléaire. Elle a signé avec Tripoli en mars 2006 un protocole d'accord sur la recherche nucléaire civile. La société Areva indique avoir été sollicitée pour présenter son offre de centrales nucléaires. Dans le domaine bancaire, le groupe français BNP Paribas a remporté l'appel d'offres portant sur la privatisation de 19% du capital de la Sahara Bank.

Dans le cadre de cette ouverture économique, la Libye a également lancé une politique de grands chantiers. Trente-huit grands projets destinés à booster l'emploi national ont été mis en place pour construire des infrastructures (ports, autoroutes aéroports) et des logements. Parmi ces grands projets, bon nombre doivent être terminés pour le 1er septembre 2009, date du 40ème anniversaire de la révolution libyenne. Le secteur du tourisme devrait également profiter de cette normalisation complète des relations de la Libye avec les pays européens. Seuls 300 000 touristes visitent chaque année le pays, alors qu'ils sont six millions à se rendre au Maroc ou en Tunisie. Le renforcement des relations avec l'UE par un accord de partenariat doit notamment favoriser une plus importante fréquentation touristique.